

Généralités



Transparence:

34 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du
Public:

7 /100



Contrôle
Budgétaire:

37 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires des gouvernements - quels impôts prélever? quels services fournir? quel niveau d'endettement assumer? - ont une incidence sur l'égalité d'une société et le bien-être de ses habitants, notamment sur la possibilité pour les plus défavorisés d'avoir de réelles chances d'avoir une vie meilleure. Il est essentiel que les pouvoirs publics informent et fassent participer le public à ces décisions vitales qui ont un impact sur leur vie.

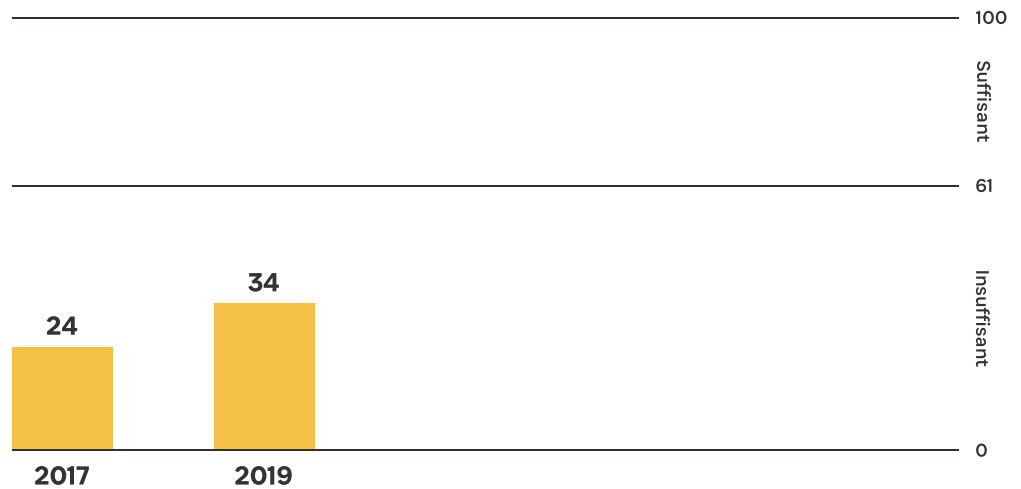
L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que le corps législatif et l'auditeur dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 7e édition de l'EBO couvre 117 pays.

Visitez le site

<https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2019, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Comment le score de transparence de Côte d'Ivoire a-t-il évolué dans le temps ?



Disponibilité publique des documents budgétaires en Côte d'Ivoire

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

Document	2017	2019
Rapport préalable au budget	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●
Budget approuvé	●	●
Budget des citoyens	⊘	⊘
Rapports en cours d'année	●	●
Revue de milieu d'année	●	⊘
Rapport de fin d'année	●	●
Rapport d'audit	●	●

Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires que Côte d'Ivoire met à la disposition du public ?

- 61-100 / 100
- 41-60 / 100
- 1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2019	Usage interne
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2019	41
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2019	100
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public	2019	Non produit
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2018	63
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2018	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2017	Usage interne
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2016	43

Le score de transparence de Côte d'Ivoire de 34 dans l'EBO 2019 est modérément plus élevé que par rapport à son score de 2017.

Qu'est-ce qui a changé en 2019?

Côte d'Ivoire a accru la disponibilité des informations budgétaires de :

- Augmentation des informations fournies dans la proposition de budget de l'Exécutif.

Cependant, Côte d'Ivoire a réduit la disponibilité des informations budgétaires de:

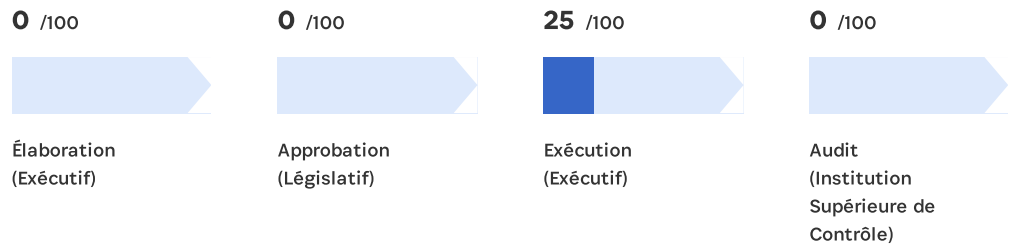
- Production de Rapport de fin d'année pour usage interne uniquement.

Recommandations

Côte d'Ivoire devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne de Rapport préalable au budget et Rapport de fin d'année dans les délais.
- Produire et publier Budget des citoyens et revue de milieu d'année en ligne en temps utile.
- Inclure des informations supplémentaires sur les risques budgétaires et des informations sur les politiques dans le projet de budget de l'Exécutif.
- Améliorer l'exhaustivité de Rapport d'audit en y incluant des audits des fonds extrabudgétaires et en y incorporant un sommaire. En outre, l'Exécutif doit rendre compte publiquement des mesures qu'il a prises pour donner suite aux conclusions des audits.

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



peu: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

Recommandations

Le Ministère des Finances et du Budget de Côte d'Ivoire a mis en place conclusions pendant l'exécution du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour impliquer le public lors de l'élaboration du budget
- Élargir les mécanismes durant l'exécution du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent

Le Parlement de Côte d'Ivoire devrait accorder la priorité aux actions suivantes:

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit

Cour des Comptes de Côte d'Ivoire devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire:

- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

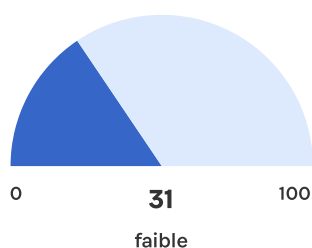


Contrôle budgétaire

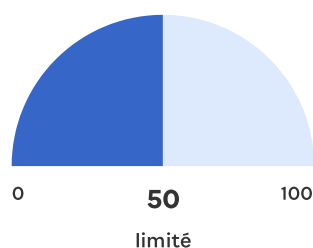
L'EBO examine également le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques de Côte d'Ivoire exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **37** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



faible: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

Recommandations

Le Parlement de Côte d'Ivoire assure le contrôle limité pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Le pouvoir législatif doit débattre de la politique budgétaire avant que la proposition de budget de l'Exécutif ne soit déposée et approuver les recommandations pour le prochain budget.
- Les commissions législatives doivent publier des rapports sur leur examen du projet de budget de l'Exécutif sur le site web du Parlement.

- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par le Cour des Comptes de Côte d'Ivoire, les actions suivantes sont recommandées :

- Impliquer le corps législatif dans la nomination du chef de l'institution supérieure de contrôle, conformément au principe 2 des lignes directrices de l'INTOSAI.
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Côte d'Ivoire ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2018 ont été évalués dans l'EBO 2019.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Julien Kouadio Tingain

Initiative pour la Justice Social, La Transparence et la Bonne Gouvernance
en Côte d'Ivoire (SOCIAL JUSTICE)

18 BP 2526, Abidjan 18

tingaink@yahoo.fr; socialjustice.ci@gmail.com

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et en Côte d'Ivoire par un représentant du Ministère des Finances et du Budget.